

L'imprévisible Donald Trump, l'Iran et l'Europe

La dénonciation par M. Trump des accords de Vienne, ce n'est pas la fin de l'histoire, ni pour l'Iran, ni pour l'Europe !

[The Resistible rise of Donald Trump](#)



Par **Jean Marsia**, président de la *Société européenne de défense* AISBL (S€D)

À l'occasion de mon voyage d'avril dernier en **Iran**, j'ai constaté les difficultés de ce pays sur le plan économique. Les tensions internationales, avivées par sept ans de guerre civile en **Syrie**, freinent les échanges. Les Iraniens n'approuvent pas l'activisme de leurs dirigeants sur la scène internationale : il a un coût trop élevé. Mais ceux-ci se croient investis d'une mission divine.

Depuis l'élection de **M. Trump** à la présidence des *USA*, en janvier 2017, l'Iran a souffert de la menace du rétablissement des sanctions américaines. Le mal-être est perceptible. Le chômage massif des jeunes entraîne la chute de la natalité et la hausse de l'émigration. Pour contrer la chute du rial en avril 2018, *Téhéran* a décidé un taux de change officiel et une interdiction des activités de change en dehors des établissements bancaires. L'Iran envisage même, comme le *Venezuela* et la *Russie*, de lancer sa crypto-monnaie.



Hassan Rouhani, président de la République islamique d'Iran et Donald Trump, président des USA (Document CNN)

Le **8 mai 2018**, M. Trump a retiré son pays des parties au **traité de 2015** sur le contrôle des activités nucléaires de l'Iran. Le département du Trésor américain va rétablir des sanctions à l'issue de périodes transitoires, qui comptent de 90 à 180 jours. Ces sanctions ne concernent pas que l'Iran et les entreprises américaines. En 2014, la banque *BNP Paribas* a dû payer une amende de **8,9 milliards de dollar** au *Trésor américain*, pour avoir eu des activités commerciales violant les embargos avec le *Soudan, Cuba et l'Iran*.



Signature à Paris en janvier 2016 d'accords commerciaux entre l'Iran et la France. À gauche le président Rohani, en face E. Macron, Y. Gattaz, L. Fabius. ©photo Reuters, France Info

Airbus est l'industriel le plus touché. En 2017, il a accepté la commande, par *Iran Air* et *Zagros Airlines*, de cent A320-neo, pour 10 milliards de dollars. En outre, l'Organisation iranienne de l'aviation civile estime que 400 à 500 avions iraniens devront être remplacés d'ici dix ans. Or, beaucoup de pièces des Airbus sont fabriquées aux USA. Certains constructeurs automobiles, dont **Renault-Nissan**, écoulent plusieurs centaines de milliers de véhicules par an, en Iran et aux USA.

Depuis plusieurs semaines, avec le soutien américain, *Israël* intensifie ses attaques aériennes contre les installations iraniennes en *Syrie*, et les Iraniens ripostent en tirant des missiles contre Israël. Le *Hezbollah* pourrait soutenir l'Iran en ciblant Israël depuis le *Liban*, et entraîner celui-ci dans une nouvelle guerre.

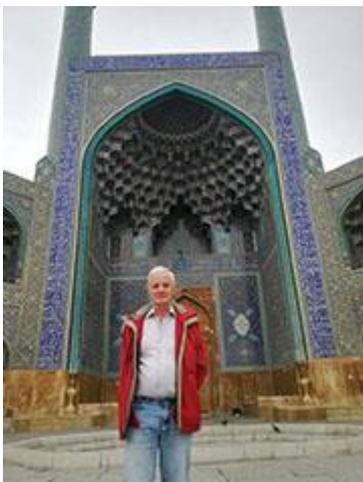
- **Quel peut être le but du président américain ?**



Jeunes femmes de Téhéran

Aujourd'hui, les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Allemagne et l'Iran refusent sa demande de renégocier l'accord sur le contrôle du nucléaire iranien. M. Trump veut-il aboutir à un changement de régime en espérant que les difficultés économiques vont favoriser une révolte de la population ? Dans un premier temps, ce sont les modérés au pouvoir à Téhéran qui vont être fragilisés. Les radicaux risquent de s'imposer à nouveau, car ils dominent les forces de répression. L'État contrôle en outre 70% de l'économie.

L'*Alliance atlantique* vit ses plus grandes tensions internes depuis la crise irakienne de 2003. Pour l'instant, les Européens semblent unanimes : ils déplorent la décision américaine. Les dirigeants français, allemands et britanniques ont vainement tenté, chacun à leur tour, de faire entendre raison à M. Trump. La solidité du bloc européen va-t-elle toutefois perdurer ? En 2003, la domination américaine n'a été contestée au sein de l'OTAN que par la **France**, l'**Allemagne** et la **Belgique**. Depuis, celle-ci a vu *Ford*, *General Motors* et *Caterpillar* fermer leurs usines.



Jean Marsia devant la mosquée bleue d'Ispahan, dite aussi la mosquée du vendredi ou de l'Iman

Cette nouvelle crise montre une fois de plus que l'**Europe** doit, et d'urgence, apprendre à ne compter que sur elle-même. Nous savons bien, en Belgique, que seule l'union fait la force. **Emmanuel Macron** et **Angela Merkel** n'ont rien obtenu de positif en allant ces dernières semaines à *Washington* pour quémander les faveurs de M. Trump. Celui-ci s'est joué du Français et à humilié l'Allemande. Faute de s'accorder, nos dirigeants sont incapables de faire progresser l'Europe, dans quelque domaine que ce soit : monétaire, fiscal, social, environnemental, sécuritaire ou militaire.

Ils devraient se rappeler que, pour négocier la sixième session de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le *Kennedy Round*, avec notamment les USA, **Charles de Gaulle** et **Konrad Adenauer** ont laissé le commissaire européen au Commerce **Jean Rey** exercer ses compétences exclusives : en ratifiant le *Traité de Rome* de 1957, instituant la *Communauté économique européenne*, ses États membres avaient cédé à la *Commission européenne* leur souveraineté en matière de commerce extérieur. Ce fut un succès, obtenu à six, et de Gaulle a reconnu qu'il était hors de portée de la France seule.

L'Europe d'alors était embryonnaire, et le monde était cloisonné en deux grands blocs et quelques non-alignés. Nous sommes confrontés à la globalisation, à des puissances émergentes, mais aussi inquiétantes, à l'autoritarisme américain, russe, chinois, aux désordres économiques et climatiques. Sur la scène internationale, les États membres de l'UE ne sont guère capables que d'agitation stérile. Seule une Europe fédérale pourrait solutionner adéquatement nos problèmes actuels, si on la dotait d'un mode efficace de gouvernance.

La plupart des auteurs se limitent aux précédents de la Suisse, des USA, de l'Allemagne pour élaborer leurs propositions de structures institutionnelles et de règles fondamentales européennes.

Arrivé au terme de mon périple iranien, il me semble que nous devrions nous inspirer de l'Iran d'il y a 2.500 ans pour conforter l'euro, pour relancer notre politique agricole dans un sens plus favorable à l'environnement, pour instaurer une Europe plus sociale, pour améliorer notre mobilité, notre sécurité et notre défense.



Darius I^{er} assis sur le trône, son fils Xerxès I^{er} debout derrière lui

L'empire achéménide a été véritablement fondé par **Cyrus II** à partir de -559. Grâce à sa redoutable cavalerie, il impose l'union aux *Perses* et aux *Mèdes*. Il exprime ensuite, par écrit, aux *Babyloniens* et aux peuples faits prisonniers par **Nabuchodonosor**, dont les *Juifs*, son

projet de société, rendu crédible après qu'il ait aboli l'esclavage. Il promet de régner pacifiquement, d'octroyer aux déportés le droit de retour dans leur pays d'origine, de délivrer certaines personnes de corvées injustes, de laisser les statues de divinités, autrefois emmenées à *Babylone*, revenir dans leurs sanctuaires d'origine. Il proclame enfin la liberté totale de culte dans son empire. En réponse, les Babyloniens lui ouvrent les portes de la ville.

Nos dirigeants ont formulé nos valeurs dans un texte remarquable, qui figure à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne, mais, soucieux de conserver un pouvoir à bien des égards dérisoire, ils ont empêché l'émergence d'un leader européen.

Un coup d'œil sur les quartiers européens de *Bruxelles*, de *Luxembourg* ou de *Strasbourg* permet de constater que, faute de leadership et de vision de l'avenir, l'Europe n'a pas, depuis le 9 mai 1950, mieux performé sur le plan de l'architecture que sur celui de la sécurité et de la défense.

Peuple semi-nomade de pasteurs et de cavaliers, les Perses n'avaient pas d'architectes. Pour créer un style perse, composite, Cyrus II a fait appel aux artisans anatoliens, assyro-babyloniens, phéniciens et égyptiens pour édifier sa capitale, *Pasargades*. Elle exprime à la fois la diversité culturelle de l'empire et la force unificatrice de l'empereur. Elle est le premier modèle du jardin persan.



Persépolis. ©Jean Marsia

Après que **Cambyse II** ait conquis l'*Égypte*, **Darius I^{er}** étend l'empire achéménide de la *Thrace* à l'*Indus*, englobant, comme l'Europe actuelle, une vingtaine de peuples différents par la langue, la religion, les coutumes et l'habitat. Ces peuples sont unis notamment par la monnaie, le sicle, comme nous le sommes par l'Euro, mais ils le sont aussi par une fiscalité ayant un certain caractère uniforme (le trésor impérial prélève, dans chaque cité, province et royaume, un tribut en or et en argent), tout en tenant compte des ressources locales (des fournitures complémentaires en grain, bois, chevaux, etc. sont aussi exigées). L'empire stimule l'économie par des grands travaux. Il fait creuser des qanats, canaux souterrains qui fournissent de l'eau pour les besoins domestiques, l'artisanat et l'agriculture. Des routes, dont les étapes comportaient des garnisons et des caravansérails, à la fois hôtelleries et magasins, ainsi que du personnel pour le contrôle et l'entretien de la voirie, facilitent les déplacements des personnes, la circulation des informations et le transport de biens, mais aussi des troupes et des inspecteurs du roi. Le canal de la mer Rouge à la Méditerranée via le delta du Nil,

commencé par le pharaon **Nékaos II** est achevé par le pouvoir perse, qui stimule en outre le cabotage entre le *golfe Persique* et l'embouchure de l'*Indus*. **Darius I^{er}** publie ses proclamations en perse, en élamite et en babylonien et il facilite la compréhension des caractères cunéiformes en séparant les mots par un blanc.

Son modèle de gouvernance, formulé bien longtemps avant qu'**Althusius** ne formule le principe de subsidiarité, a permis pendant près de deux siècles le maintien des traditions, du cadre juridique, des structures et des coutumes des royaumes conquis par les Perses, qui associent les élites locales à l'exercice du pouvoir et leur conservent une relative autonomie.



Ali Khamenei, Guide suprême de la Révolution islamique

Le régime iranien actuel n'a pas la clairvoyance des premiers achéménides. Trop centralisateur, donnant trop peu de libertés, il semble peu à même de valoriser les merveilles historiques et naturelles de ce magnifique pays, pénalisé il est vrai par les tensions internationales, mais elles sont suscitées en partie par l'Iran lui-même. En outre, la grave sécheresse qui sévit depuis plusieurs années a asséché bien des rivières et des cascades. À Pasargades, il n'y a plus de jardin persan. Malgré les siècles et les changements de régime, les Iraniens continuent de s'y rendre en masse pour vénérer **Cyrus II**, mais sa tombe s'élève dans une plaine aride.

Ces quelques constatations faites lors d'un trop court séjour me font envier pour l'Europe un mode de gouvernance plus « achéménide », plus apte à répondre aux besoins et aux attentes de nos concitoyens. Cela m'incite à me remettre au travail : il ne reste qu'un an à la *Société européenne de défense AISBL (S€D)* pour convaincre les partis démocratiques européens encore hésitants qu'ils doivent, à l'occasion des élections européennes de 2019, s'engager en faveur d'une Europe fédérale. Sans elle, il n'est pas question d'une sécurité et d'une défense européennes, gages de frontières plus sûres, d'un poids accru sur la scène internationale, d'une monnaie et d'une économie plus fortes. Citoyens européens, n'hésitez plus : rejoignez la *S€D*, soutenez-la.

wukali  **Jean Marsia**

Président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Source : <http://www.wukali.com/L-impresvisible-Donald-Trump-l-Iran-et-l-Europe-3321>